

# Home sweet home...

Une délégation de plusieurs responsables des Forces de Libération Africaine de Mauritanie (FLAM)/Rénovation est arrivée à Nouakchott dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 avril dernier, après une vingtaine d'années d'exil.

En foulant le sol de l'aéroport international de Nouakchott, cette délégation, venue de Paris, a été accueillie sur place par de "nombreux amis politiques", parmi lesquels on a notamment remarqué Saleh Ould Hannena, ex chef des Cavalier du Changement et actuel président du parti "Hatem", l'islamiste Mohamed Jemil Ould Mansour....

Depuis l'arrivée des rénovateurs des FLAM, des contacts informels et de courtoisie ont été établis également avec de nombreux partis de l'ancienne opposition au régime de Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya: un coup de fil de Ahmed Daddah, actuellement en déplacement à l'intérieur du pays, échanges de visites avec l'APP, l'UFP, TEMAM du Dr Horma....

Le séjour à Nouakchott de cette délégation conduite par le président du mouvement, Bâ Mamadou Bocar, qui intervient quelques mois après la scission avec le mouvement des FLAM originel, enregistré le 14 février 2006, rentre dans le cadre

# Home sweet home...

Suite de la Une

d'un voyage de prise de contact et répond à un impératif découlant de la volonté de "s'impliquer dans l'action politique sur le terrain".

Une nouvelle orientation qui devrait permettre aux rénovateurs de rencontrer les autorités de la transition, la classe politique sans exclusion, la société civile et les populations, notamment "la Mauritanie des profondeurs" renseigne Diagana Bocar, porte parole des rénovateurs.

Ainsi, la délégation des FLAM/Rénovation se rendra à Nouadhibou le jeudi 4 mai et entamera une tournée dans la vallée du fleuve à partir du lundi 8 mai.

## Le changement du 3 août 2005: une opportunité

Le changement du 3 août 2005 qui s'est traduit par le renversement du régime "honni" de Maaouya Ould Sid'Ahmed et l'arrivée aux commandes d'une junte militaire sous la direction du colonel Ely Ould Mohamed Vall "est une opportunité devant permettre de trouver une solution aux problèmes de fond du pays et de tuer définitivement le système déchu en lui ôtant toute possibilité de se reproduire," confie le porte parole des FLAM/Rénovation, Diagana Bocar. Les problèmes de fond demeurent "le passif humanitaire dans ses volets déportations et crimes de sang, la question sociale de l'esclavage et la question de la cohabitation communautaire," précise Diagana. Cependant, si la période de transition (19 mois) peut paraître trop courte pour trouver des solutions appropriées à toutes ces questions de fond, concède le chargé de communication, "il faut absolument procéder à un retour organisé des déportés se trouvant au Sénégal et au Mali avant les consultations électorales inscrites à l'agenda de ces 19 mois". Le résultat de toute autre démarche aurait naturellement pour conséquence de "fausser" le jeu électoral et le principe démocratique de large participation populaire, estime-t-on dans les rangs de la délégation venue de Paris. La solution de la question des déportés par un retour organisé "relève de l'urgence absolue" et ne doit pas attendre, soutient le mouvement. Les autorités de la transition, la classe politique, les organisations de la société civile et tous les Mauritaniens doivent apporter une contribution positive à toute démarche allant dans ce sens.

## La déchirure

La déclaration dite de Dakar est à l'origine de la déchirure qui a donné naissance au mouvement des FLAM/Rénovation. Après le 3 août 2005 et à l'issue d'un conclave de quelques jours sous l'égide du président Abdoulaye Wade (un épisode qui a suscité une réaction de désap-

probation dans certains milieux mauritaniens), un ensemble de mouvements et organisation dénommé "Coalition des Forces Patriotiques" a publié une déclaration par laquelle tous les membres signataires renoncent à la lutte armée comme "mode de règlement des différents entre mauritaniens". Les FLAM étant signataires de la déclaration et donc partie prenante, ont accepté cette décision qui a été également confirmée et entérinée par le congrès de Cincinnati en décembre 2005. A partir de ce moment, il ne reste plus que le combat politique sur le terrain avec les armes légales prévues au sein d'un système de démocratie pluraliste et dans le cadre d'une nouvelle stratégie, estime le mouvement dirigé par Bâ Mamadou Bocar. C'est autour de la conduite de la nouvelle stratégie que sont nées les divergences entre les "FLAM originelles" et le mouvement "FLAM/Rénovation".

Pour la direction historique, le changement n'est pas "significatif" au point d'entraîner une réorientation totale de stratégie du mouvement. Quant à Bâ Mamadou Bocar et ses compagnons, ils estiment que la signature de la déclaration de Dakar "qui rentre dans le cadre d'une nouvelle dynamique, entraîne obligatoirement un changement de stratégie et l'adoption de nouvelles méthodes pour un combat politique pacifique sur le terrain". L'arrivée de la junte militaire dirigée par le colonel Ely Ould Mohamed Vall étant perçue comme une brèche dans laquelle il faut s'engouffrer pour donner un nouvel élan à l'action du mouvement en agissant sur le front intérieur. Les positions paraissent de plus en plus inconciliables. S'en suit un affrontement médiatique par divers moyens, notamment sur "la toile". La rupture est définitivement consommée depuis, avec l'exclusion des partisans du retour au pays pour un combat politique dans le cadre des institutions de la République par le direction et les tenants de la ligne orthodoxe. Les "exclus" qui revendiquent la majorité forment alors le mouvement FLAM/Rénovation.

## La Flamme des origines

Totalement absentes du terrain de l'action politique au niveau interne, les Forces de Libération Africaine de Mauritanie (FLAM), qui doivent probablement leur célébrité à un flair et un certain génie dans le domaine du marketing politique (choix judicieux du nom qui sonne bien à l'oreille et frappe l'imagination) sont nées le 14 mars 1983 de la fusion de 4 organisations issues du landerneau politique de la communauté noire de Mauritanie. Ces mouvements qui ont accordé leurs revendications au sujet de toutes les questions "identitaires" ont pour noms Organisation pour la Défense des Intérêts Negro Africains en Mauritanie (ODINAM),

Mouvement Populaire Africain de Mauritanie (MPAM), Union Démocratique de Mauritanie (UDM) et Mouvement des Elèves et Etudiants Noirs de Mauritanie (MEEN). La mise sur pied des FLAM a pour objectif "le règlement de la question nationale et sociale". Par "question nationale" les fondateurs du mouvement entendent la cohabitation entre les différents communautés mauritaniennes, alors que le terme question sociale sert à spécifier le problème des anciens esclaves.

Le manifeste du négro mauritanien opprimé est publié et largement diffusé au sommet des non alignés tenu à Harare, capitale du Zimbabwe, au cours du premier semestre de l'année 1986. La situation en Mauritanie y est décrite sous un aspect très critique qui la compare à une nouvelle forme "d'apartheid" sur le flanc nord ouest du continent africain dans un parallèle qui a longtemps tenu (et tient probablement encore) dans les esprits de beaucoup d'africains.

La réaction du pouvoir de Ould Taya était alors sans quartiers, "totale-ment démesurée" estime-t-on dans certains milieux, y compris au sein de certains cercles désapprouvant l'initiative du mouvement noir.

La distribution du document des FLAM, "un simple tract", même si son contenu est un peu particulier, déclenche l'ire du pouvoir et donne lieu à une véritable répression. Les résumés auteurs du document de Harare, parmi lesquels d'authentiques flamistes mais également des accusés qui n'ont entendu parler de ce nom qu'une fois placés en garde à vue, écoper de lourdes peines de prison en septembre 1986, à l'issue d'un procès dans la pure tradition du régime de Ould Taya. Les condamnés sont transférés dans le bagne mouroir de Oualata dans le courant de l'année 1987. Certains d'entre eux ne reviendront jamais de ce voyage carcéral, à l'image du célèbre poète Tene Youssouf Gueye. L'incompréhension entre le pouvoir de Taya et la communauté noire s'amplifie avec le complot des officiers membres de cette communauté, éventré en octobre 1987. Trois comploteurs ont été passés par les armes au finish d'une parodie de procès martial en décembre 1987. C'est justement cet épisode qui semble être à l'origine du transfert des détenus politiques "condamnés de droit commun", selon la terminologie officielle de l'époque, vers le camp de Oualata. L'étau de la répression continue à se resserrer autour de la communauté noire du pays avec, en point d'orgue, les purges sanguinaires opérées au sein de l'armée et visant des militaires noirs entre septembre 1990 et janvier 1991. Après la prison et la torture, certains "miraculés" prennent le chemin de l'exil.